

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 MARS 1925.

Projet de loi instituant une procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. GENDEBIEN.

MESSIEURS,

Le projet de loi instituant une procédure d'urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique nous vient du Sénat — il n'y fut guère discuté — il fut voté par 65 voix contre 29 abstentions.

Ces abstentions étaient motivées en ordre principal sur ce que le projet est incomplet et n'atteindra pas le but proposé.

Les membres qui se sont abstenus auraient, semble-t-il, préféré le maintien de l'ancienne procédure en expropriation en autorisant l'expropriant à prendre possession des lieux immédiatement après la transcription du jugement déclarant les formalités accomplies, étant entendu qu'il aurait à consigner au préalable au profit de l'exproprié une somme égale à celle offerte au cours des négociations préalables, augmentée d'un pourcentage pour emploi et intérêts d'attente.

Cette opinion ne fut pas discutée; elle se produisit simplement, comme je viens de le dire dans l'énoncé des motifs d'abstention de 29 sénateurs.

Dans les sections de la Chambre, le projet fut admis à l'unanimité dans les six sections.

Dans l'une d'elle on a émis le vœu de voir étendre le projet de loi à toutes les expropriations et non seulement à celles reconnues urgentes par un arrêté royal.

Cette prétention avait déjà été émise à la Commission de la Justice du Sénat. Le gouvernement fit valoir, dit le rapport de cette Commission, qu'une refonte

(1) Projet de loi transmis par le Sénat, n° 330 (1923-1924).

(2) La Section centrale, présidée par M. Tibbaut, était composée de MM. De Bie; Gendebien, Flagey, Fischer, Carton de Wiart et Baels.

totale de la procédure en expropriation susciterait des difficultés assez graves, qu'elle entraînerait des retards et qu'une réforme partielle et limitée conduira plus rapidement et plus sûrement au but que l'on se propose d'atteindre, à savoir l'accélération de la procédure, lorsqu'il y a incontestablement urgence.

La Commission de la Justice a reconnu qu'il était inutile d'engager sur ce point une discussion avec le Gouvernement et elle a consenti bien volontiers à s'incliner devant sa manière de voir.

Quant au projet en lui-même, il modifie sensiblement la procédure existante pour les cas d'urgence. Celle-ci doit être constatée par un Arrêté Royal spécialement motivé distinct de celui qui autorise les travaux qui rendent l'expropriation nécessaire.

Comme le dit l'exposé des motifs du projet de loi, la procédure administrative prévue par la loi du 27 mai 1870 n'est pas modifiée; mais la procédure judiciaire est simplifiée à partir du prononcé du jugement déclaratif de l'accomplissement des formalités administratives prévu par l'article 4 de la loi du 17 avril 1835.

Dans l'état actuel de la législation, continue l'Exposé des Motifs, à partir de la transcription du jugement déclaratif de l'accomplissement des formalités légales, la propriété des biens expropriés passe à l'expropriant et les divers ayants droit ne conservent que la jouissance précaire de leurs droits respectifs, mais ils possèdent un droit de rétention qui constitue pour eux la garantie du paiement des indemnités qui leur seront allouées; et l'expropriant n'est envoyé en possession que par une décision de justice constatant l'exécution du jugement fixant le montant des indemnités.

Le projet qui nous est soumis ne s'écarte pas de ces principes; mais il prévoit, lorsque des circonstances exceptionnelles l'exigent, dans un intérêt général, une procédure simplifiée et un envoi en possession plus rapide, moyennant la mise à la disposition effective des divers intéressés de l'indemnité qui leur revient. Cette indemnité est sujette à revision, à la demande de la partie la plus diligente qui estimerait avoir à se plaindre de la décision intervenue.

Dans ce cas cette revision se fera en recourant à la procédure ordinaire.

En résumé, sous l'empire des lois actuelles, c'est le tribunal qui, sur rapport des experts et après plaidoiries des parties, ce qui peut amener une nouvelle expertise etc., fixe l'indemnité à revenir aux intéressés, tandis que, suivant le projet qui nous est soumis, en dehors des délais qui sont modifiés, c'est le juge commissaire qui sur le vu du rapport des experts, et les parties entendues, fixe l'indemnité et autorise la prise de possession sous la condition de consigner l'indemnité préalablement. Les intéressés pourront reprendre l'affaire, suivant la procédure ordinaire s'ils le jugent nécessaire. Mais, remarquons le, l'expropriant sera déjà en possession du bien à exproprier.

L'Exposé des Motifs du projet explique parfaitement le mécanisme de la nouvelle loi. Le rapport de M. Vauthier, au Sénat, est bien clair également, il semble donc que nous puissions nous en tenir à ce court exposé. Cependant des membres de la Section Centrale de la Chambre désireraient qu'une modification soit apportée aux articles 6, 7 et 11, qui prévoient la consignation des sommes fixées par le juge commissaire et l'envoi en possession ensuite de cette consignation; ils pensent qu'avant de consigner, les sommes allouées devraient être offertes aux

expropriés, tous droits saufs des parties quant à une majoration ou à diminution de ces sommes. Ceci constituerait une modification à l'art. 12 de la loi de 1835 mais qui se justifie à raison des difficultés que l'on éprouve souvent à retirer des fonds de la Caisse des dépôts et consignations. Il devrait être bien entendu également que l'indemnité d'expropriation fixée par le juge commissaire de même que l'augmentation éventuelle qui pourrait être accordée par le Tribunal seront augmentées des frais de remploi et des intérêts d'attente.

Des membres de la Section centrale demandent également s'il ne serait pas utile de garantir, en toute hypothèse à l'exproprié, un délai de six mois pour évacuer ou délaisser son bien et retrouver un autre immeuble. Le délai maximum accordé par le projet à l'exproprié pour réaliser cet abandon est de 225 jours, mais ce délai peut être réduit d'une manière très appréciable par suite du zèle du juge commissaire et des experts.

Reste, enfin, le scrupule constitutionnel. Y a-t-il lieu de s'y arrêter ?

Le rapporteur de la Commission du Sénat estime que non.

Sans doute, dit-il, la prise de possession de l'immeuble peut avoir lieu avant la conclusion du litige et à la suite de la consignation de l'indemnité fixée par ordonnance du juge commissaire. Mais actuellement déjà, continue-t-il, et, par application de l'article 12 de la loi de 1835, l'envoi en possession, moyennant consignation de l'indemnité, peut avoir lieu nonobstant opposition ou appel — il y a donc en cette matière (c'est toujours M. Vauthier qui parle), un précédent consacré par une pratique séculaire et qui n'a jamais donné lieu à la moindre objection.

L'Exposé des Motifs fait grand état des dispositions de l'article 11 (ancien article 12) qui doivent assurer, le cas échéant, à tout exproprié « le complément » d'indemnité qu'un jugement ultérieur viendrait à lui reconnaître. Nous ne pensons pas que les mesures édictées par cet article soient efficaces.

Cet article prévoit une majoration de l'indemnité, obtenue cette fois, par la procédure ordinaire et la fixation par « le tribunal » d'un délai pour la consignation (ou le paiement de ce supplément selon la proposition ci-dessus) et donne au juge le droit de faire suspendre les travaux si ce délai n'est pas observé.

Des membres observent que pendant le procès qui peut durer longtemps, à telle enseigne que c'est précisément à cause des lenteurs de la loi ordinaire qu'on nous soumet un nouveau projet, les travaux de démolition de l'immeuble, par exemple, seront terminés et que la sanction prévue par cet article 12 sera souverainement illusoire ? Enfin l'expropriant étant arrivé à ses fins sera peu pressé de répondre à la demande judiciaire de l'exproprié. Celui-ci n'aura souvent que la ressource d'implorer de l'État, toujours assez récalcitrant, le supplément d'indemnités lui alloué.

La Section centrale adopte le projet sous les réserves que certains membres ont fait valoir.

Le Rapporteur,

L. GENDEBIEN.

Le Président,

EM. TIBBAUT.



(4)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 MAART 1925.

Wetsontwerp

tot instelling van eene rechtspleging bij dringende omstandigheden inzake
onteigening ten algemeenen nutte (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER GENDEBIEN.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp tot instelling van eene rechtspleging bij dringende omstandigheden in zake onteigening ten algemeene nutte, is ons door den Senaat overgemaakt geworden. Het lokte er geene bespreking uit en werd aangenomen door 65 stemmen tegen 29 onthoudingen.

Die onthoudingen werden hoofdzakelijk gegrond op de reden dat het ontwerp onvolledig is en het voorgestelde doel niet zal bereiken.

De onthouders hadden, naar het schijnt, gewild de vroegere rechtspleging in zake onteigening te behouden door den onteigenaar te machtigen de perceelen dadelijk in gebruik te nemen na de overschrijving van het vonnis verklarende dat de pleegvormen waren in acht genomen, gegeven zijnde dat hij vooraf ten bate van den onteigende een bedrag in bewaring moest stellen, even groot als datgene welk tijdens de voorafgaande onderhandelingen werd aangeboden, plus een procent voor wederbelegging en voorloopige intresten.

Die zienswijze werd niet betwist; zij werd eenvoudig tot uiting gebracht, zooals ik kom te zeggen in de vermelding van de reden van onthouding der 29 Senatoren.

In de afdeelingen van de Kamer, werd het ontwerp in de zes afdeelingen eenparig goedgekeurd.

In een dezer werd de wensch geuit dat het wetsontwerp zich zou uitstrekken tot al de onteigeningen en niet alleen tot die welke bij Koninklijk besluit van dringenden aard worden verklaard.

(1) Wetsontwerp door den Senaat overgemaakt, n° 350 (1923-1924).

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Tibbaut, bestond uit de heeren De Bue, Gendebien, Flagey, Fischer, Carton de Wiart en Baels.

Die eisch was reeds ten berde gebracht geworden in de Commissie voor de Justitie van den Senaat. De Regeering voerde aan, zegt het verslag van deze Commissie, dat een volledige heromwerking van de rechtspleging in onteigening zoo eige bezwaren zou verwekken, dat zij vertragingen zouden ten gevolge hebben en dat een gedeeltelijke en beperkte hervorming veel sneller en veel zekerder tot het doel zou leiden, hetwelk men zich voorstelt te bereiken, te weten : de bespoediging der rechtspleging wanneer er ontegensprekelijke hoogdringendheid bestaat.

De Commissie voor de Justitie heeft erkend dat het nutteloos was op dit punt met de Regeering in betwisting te treden, en zij heeft zich met volle instemming bij hare zienswijze neergelegd.

Wat het wetsontwerp zelf betreft, wijzigt het nog al merkkelijk de bestaande rechtspleging voor de gevallen van dringende noodzakelijkheid. Deze moet door een bijzonder met redenen omkleed Koninklijk besluit worden bepaald, verschillend van dit waarbij machtiging wordt verleend voor de werken die de onteigening noodig maken.

Zooals de Memorie van Toelichting van het ontwerp zegt, wordt de bestuurlijke rechtspleging voorzien bij de wet van 27 Mei 1870 niet gewijzigd; maar de gerechtelijke proceduur wordt vereenvoudigd, van af het oogenblik dat het vonnis gewezen is, waarbij de vervulling van de bestuurlijke formaliteiten, voorzien bij artikel 4 der wet van 17 April 1835 verklaard wordt.

In den huidige stand der wetgeving, vervolgt de Memorie van Toelichting, gaat, van af de overschrijving van het vonnis waarbij verklaard wordt dat aan de wettelijke formaliteiten werd voldaan, de eigendom van de onteigende goederen over op de onteigende partij en behouden de verschillende rechthebbenden slechts het genot *ni precario* van hunne onderscheiden rechten; zij beschikken echter over een recht van weerhouding, dat hen tot waarborg strekt voor de betaling van de hun toegekende schadeloosstelling; en de onteigende partij wordt slechts in 't bezit gesteld van het onteigende goed bij eene gerechtelijke beschikking, waarbij wordt vastgesteld dat het vonnis tot bepaling van het bedrag der schadeloosstelling, ten uitvoer werd gelegd.

Het ons ter goedkeuring voorgelegde ontwerp wijkt niet af van die beginselen; maar, wanneer buitengewone omstandigheden, in het belang van 't algemeen, het eischen, voorziet het een vereenvoudigde rechtspleging en een bespoedigde inbezitstelling, mits de aan de verscheiden belanghebbenden toekomende schadeloosstelling werkelijk te hunner beschikking gesteld weze.

De begrooting van deze schadeloosstelling is vatbaar voor herziening op verzoek van de meest gereede partij, die zich benadeeld zou achten door de gevallen beslissing. In dit geval geschiedt deze herziening door middel van de gewone rechtspleging.

Kortom, onder het beheer der huidige wetten, is het de rechtbank die, op verslag van de deskundigen en na pleitredenen van partijen, hetgeen tot een nieuw deskundig onderzoek kan aanleiding geven, enz., de vergoeding bepaalt voor de betrokkenen, terwijl, volgens het onderhavige ontwerp, buiten de gewijzigde termijnen, het de rechter-commissaris is die, op overlegging van het verslag der deskundigen, en partijen gehoord zijnde, de vergoeding bepaalt en de inbezitne-

ming oorlooft mits voorafgaandelijke inbewaargeving der vergoeding. De belanghebbenden kunnen de zaak hervatten, volgens de gewone rechtspleging, zoo zij het oorbaar achten. Doch, de onteigenende partij zal dan reeds in bezit zijn van het te onteigenen goed.

De Memorie van Toelichting van het Ontwerp geeft eene klare uiteenzetting van het mechanisme der nieuwe wet. Het Verslag van den heer Vauthier, in den Senaat, is even klaar; het schijnt dus dat wij ons met deze korte uiteenzetting kunnen tevreden stellen. Sommige leden van de Middenafdeeling van de Kamer wenschten dat een wijziging zou toegebracht worden in de artikelen 6, 7 en 11, waarbij voorzien wordt het in bewaring geven van de bedragen door den rechter-commissaris bepaald en de, ingevolge dezer consignatie, gedane inbezitstelling. Zij meenen dat alvorens te consigneren, de toegekende bedragen zouden moeten aangeboden worden aan de onteigenenden, alle rechten van Partijen onverkort blijvende, betreffende eene vermeerdering of eene vermindering dezer bedragen.

Dit ware eene wijziging toegebracht aan artikel 12 der wet van 1835, doch gebillijkt om reden van de moeilijkheden die men dikwijls ondervindt met fondsen uit de deposito- en consignatiekassen terug te trekken. Het zou insgelijks moeten verstaan zijn dat de onteigeningsvergoeding, door den rechter-commissaris bepaald, zooals de eventueele verhooging die, zou kunnen verleend worden door de Rechtbank, vermeerderd zullen worden met de wederbeleggingskosten en de voorloopige interesten.

Sommige leden der middenafdeeling vragen insgelijks of het niet nuttig zou zijn aan den onteigende, in elke veronderstelling, een termijn te waarborgen van zes maanden om zijn goed te ontruimen of te verlaten en een ander onroerend goed te vinden. De hoogste termijn, welke het ontwerp aan den onteigende verleent om zijn goed te verlaten is 225 dagen, doch deze termijn kan aanmerkelijk worden verminderd ten gevolge van de naarstigheid van den rechter-commissaris en der deskundigen.

Blijft, ten slotte, het grondwettelijk bezwaar. Moet men daar bij blijven stilstaan?

De verslaggever van de Senatoriale Commissie denkt van neen. Ongetwijfeld, zegt hij, kan de inbezitneming van het onroerend goed geschieden vóór de besluiten over de geschillen en volgende op de consignatie der vergoeding bij bevelschrift van den rechter-commissaris bepaald. Doch reeds van nu af aan, gaat hij voort, en bij toepassing van artikel 12 der wet van 1835, kan de inbezitstelling, mits consignatie van de vergoeding, geschieden ondanks tegenstelling of beroep. — In deze zaak bestaat er dus ('t is nog de heer Vauthier die spreekt) een voorgaande steunende op een eeuwenoude praktijk en die nooit tot moeilijkheden heeft aanleiding gegeven.

De Memorie van Toelichting maakt grooten ophief van de bepalingen van artikel 11 (vroeger artikel 12), welke, desgevallend, aan ieder onteigende « de bijkomende » vergoeding moeten verzekeren welke een later vonnis hem zouden toekennen. Wij denken niet dat de door dit artikel bepaalde maatregelen afdoende zijn.

Dit artikel voorziet een verhooging van de vergoeding, ditmaal bekomen door de gewone rechtspleging en de bepaling door « de Rechtbank » van een termijn voor de consignatie (of de betaling van dien bijslag volgens bovenstaand voorstel),

en het geeft aan den rechter het recht van de werken te doen schorsen indien deze termijn niet wordt geëerbiedigd.

Sommige leden deden aanmerken dat, gedurende het geding, dat langen tijd kan duren, zoodanig dat het juist om reden van den langzamen gang der gewone wet is, dat men ons een nieuw ontwerp voorlegt, de werken van afbreken van het onroerend goed, bij voorbeeld, zullen geëindigd zijn en dat de door dit artikel 12 voorziene bekrachtiging hoogst onzeker zal zijn? Eindelijk, zoodra de onteigenaar zijn doel zal hebben bereikt, zal hij weinig haast hebben om aan den rechtseisch van den onteigende te beantwoorden. Deze zal meestal nog alleen zijn toevlucht kunnen nemen tot den altijd tamelijk wederspannigen Staat om den bijslag van de hem toegekende vergoeding af te smeeken.

De Middenafdeeling keurt het ontwerp goed, mits de voorbehoudingen welke sommige leden hebben doen gelden.

De Verslaggever,

L. GENDEBIEN.

De Voorzitter,

EM. TIBBAUT.

